

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Compte-rendu

La convention nationale du PS sur le « projet » s'est donc tenue samedi 1er juillet

- Politique - Au Parti Socialiste -

Date de mise en ligne : dimanche 2 juillet 2006

Démocratie & Socialisme

Sans enthousiasme, ni mobilisation particulière, avec des milliers d'arrière-pensées, largement fleurissantes dans les couloirs, le « projet » a été adopté.

Aucun amendement conséquent n'en a amélioré le sens, il s'agit du document le plus droitier adopté par le parti depuis plus de dix ans.

Le vote s'est fait machinalement, les délégués désignés ne reflétant même pas à la proportionnelle le vote des militants à la base... Il y a eu 7 voix contre et 49 abstentions, en dépit du fait qu'Arnaud Montebourg, à la tribune, ait déclaré, à notre surprise, son ralliement au projet en l'état.

Pourtant il est certain qu'il y a eu moins de 40 % de participants au scrutin, et on a noté, parmi les exprimés, autour de 10 % de « contre » et de 15 % d'abstentions, blancs, nuls, ce qui est très significatif. Le texte du « projet » n'était même pas arrivé dans certaines fédérations (La Réunion), n'a pas pu être lu ni discuté sérieusement,

Nous sommes des partisans des « petits pas en avant » et nous aurions soutenu tout pas un tant soit peu significatif en avant, mais là, avec ce projet, ce sont des « petits pas en arrière ». Et c'est pourquoi nous avons voté « contre ».

Quiconque compare le texte, même avec celui de 2002 (sans parler de 1997) constate qu'il y a moins de promesses de changement... La synthèse du Mans n'en finit pas de nourrir les reculs. ` A la Mutualité, il y a même eu une « explication » de gravure, avec rétro-projecteur, sur le financement dudit projet et le « coût » censé être représenté par celui-ci en... 5 ans. Honnêtement, ce « financement » projeté démontrait combien, il n'y aurait pas de changement sauf à la marge... Là, c'était encore plus nettement un programme social-libéral sans nuance, une adaptation très à la marge du capitalisme, financé par « la croissance », sans même qu'il soit question de reprendre au capital les immenses profits qu'il a effectué ces dernières années... La France n'a jamais été aussi riche, 88, 4 milliards d'euros de bénéfices pour les seules entreprises du CAC 40 en 2005, 66,2 mds en 2004, 57 mds en 2003... les « cagnottes privées » n'ont jamais été aussi immenses, mais jamais la richesse n'a été aussi mal répartie. Il y a 378 000 millionnaires français en euros (+ 3,5 % par rapport à 2004) sans parler des détournements spectaculaires et répétés de stocks options. Les seuls actionnaires d'Arcelor, refusant l'alliance avec le groupe russe, pour se vendre plus cher à Mittal, ont empoché 12,5 milliards d'euros, hors de tout patriotisme économique. Chaque année 160 milliards d'euros sont transférés, captés en plus par le capital au détriment du travail, par les profits au détriment des salaires. Hors ce « projet » non seulement n'envisage nullement une redistribution, mais se défend déjà de n'avoir pas les marges de manoeuvre, accuse la droite de nous laisser des caisses vides, et de nous empêcher par avance d'agir...

Dominique Strauss-Kahn explique à juste titre, qu' « on n'est plus il y a dix ans, et qu'un projet en 2007 ne peut pas être le même qu'en 1997 »...

Il a raison ! Deux différences profondes existent par rapport à 1997 : la France est plus riche, la fracture sociale est plus grave. Il faut un projet infiniment plus hardi en 2007 qu'en 1997 pour répondre aux urgences sociales, aux dénis de justice, aux inégalités profondes, à la colère populaire. Le peuple de gauche est encore plus exigeant qu'en 1997 (et n'a cessé de la manifester dans la rue de 2003 à 2006, dans les urnes de 2004 à 2005) alors comment peut-on lui proposer un « projet » plus modéré, moins avancé qu'en 1997 ?

Mais, comme le disent beaucoup, rien n'est achevé : ce « projet » qui abandonne la retraite à 60 ans, qui ne propose

La convention nationale du PS sur le « projet » s'est donc tenue samedi 1er juillet

pas de loi pour rapprocher la durée réelle du travail des 35 h légales, qui ne propose aucun contrôle sur les licenciements boursiers et abusifs, qui ne se propose pas d'interdire la précarité, qui ne propose qu'une modeste hausse du Smic (net et même pas à euros constants) « le plus vite possible », qui ne propose pas de redistribuer les richesses...va se heurter aux attentes des salariés, de la gauche tout entière, de nos électeurs.

Il y aura forcément re-discussion, confrontation, et aucun candidat ne pourra se présenter sans clarifier toutes les zones d'ombre, sous la pression sociale, sans percuter ce « projet » inacceptable en l'état...

Gérard Filoche, D&S

Ps : la gauche des socialistes se construit et se reconstruit plus que jamais, avec FM D&S, elle réunit une université de rentrée à Cuincy les 29-30 sept et 1er octobre, inscrivez-vous, dès maintenant sur le site [Université de rentrée de « Forces militantes pour la démocratie & le socialisme »](#)